

pas devenir une nation divisée en factions et groupements. Quand il s'agit de vivre, chaque injustice réelle nous atteint tous.

Notre industrie laitière voit se dresser devant elle une autre menace, la pression qu'exerce sur notre marché intérieur l'importation d'huiles végétales. La moitié de ces importations entre en franchise au Canada, concurrence qui a fait baisser d'environ huit livres par tête la consommation de beurre. La production de beurre de fabrique au Canada a atteint 21 millions de livres l'année dernière dépassant celle de 1952. Au premier janvier dernier les stocks de beurre de fabrique atteignaient, au total 71 millions de livres, ce qui signifie une augmentation de 30 p. 100 par rapport au premier janvier 1953, et de 58 p. 100 par rapport aux réserves constituées il y a deux ans. Le Conseil national des producteurs laitiers estime qu'au 1^{er} mai prochain les réserves de beurre dépasseront les besoins domestiques de 35 millions de livres, et ce au début de la saison de production du beurre. La consommation totale de beurre a diminué de 45 millions de livres au cours des cinq dernières années et il est bien sûr que cela dépend de la mise en vente des succédanés du beurre, comme les huiles comestibles. Durant la même période, la consommation de beurre par habitant a diminué de 23 p. 100.

L'examen de ces chiffres nous donne, jusqu'à un certain point, une idée de l'incertitude qui règne dans l'industrie laitière et explique en quelque sorte l'attitude des agriculteurs en ce qui a trait au nouvel outillage agricole. Ce n'est pas seulement le marché intérieur qui est la cause du chômage actuel dans le secteur des machines agricoles. Bien que le volume des achats ait diminué au pays, il y a aussi diminution de nos exportations de machines agricoles.

Le mémoire qu'ont présenté les ouvriers des fabriques d'instruments aratoires au sujet de nos exportations de ces instruments m'a vivement intéressé. Je ne veux pas consigner au compte rendu tous les chiffres qu'ils ont mentionnés; j'indiquerai simplement que, par rapport à 1952, l'industrie des machines agricoles a vu son commerce d'exportation diminuer de 29 millions de dollars, soit de plus de 29 p. 100. En novembre dernier, les exportations de machines agricoles dépassaient à peine le tiers de la valeur de celles de l'année précédente. Pour résumer, je dirais que les principales causes du déclin observé ont été la chute des revenus de nos cultivateurs et la perte des marchés d'exportation qui s'offraient aux instruments et à la machinerie dont j'ai parlé.

Au début de la présente session, pendant le débat sur l'Adresse, j'ai parlé de la situa-

tion dans laquelle se trouvait l'industrie du textile. Cette industrie a été l'une des premières à s'établir dans la vallée de l'Outaouais. Dans ma circonscription, présentement, les filatures ferment ou ne produisent que deux ou trois jours par semaine. Je rappelle de nouveau que ma circonscription compte douze filatures.

Je ne puis partager l'opinion du ministre du Commerce (M. Howe) selon qui la concurrence qui oppose, aux États-Unis, les filatures de coton du Sud à celles du Nord est la cause de toutes les difficultés que traverse l'industrie textile. L'industrie canadienne doit faire face à la concurrence de pays tels l'Angleterre, la Belgique, et le Japon. Qu'il me soit permis de signaler qu'elle assure le gagne-pain de plus de cent mille Canadiens. Je n'ai pas l'intention de faire un exposé complet des problèmes qui se posent dans l'industrie du textile mais j'aimerais signaler que le chômage sévit gravement dans de vastes régions, sans que rien n'indique une amélioration pour l'avenir.

La difficulté ici semble être que les fabricants canadiens sont obligés de faire concurrence à d'autres pays où le niveau des salaires et les frais de production sont plus bas. Les importations textiles de ces pays augmentent constamment, à tel point que l'industrie canadienne a de la difficulté à survivre. Dans les villes de la vallée de l'Outaouais, où l'industrie textile constitue une de nos principales sources d'emploi, la situation ne s'est pas améliorée et, dans les conditions actuelles. Il est peu probable qu'elle s'améliore. Il ne suffit pas de dire que les gens qui travaillaient autrefois dans ces industries peuvent se chercher du travail dans d'autres régions et dans d'autres industries. Bon nombre de gens ont reçu leur formation dans les industries dont j'ai parlé; ils ont consacré leur vie à devenir des ouvriers spécialisés capables de fabriquer d'excellents produits. Ils sont propriétaires d'une maison dans la région où ils travaillaient et il faudrait surmonter d'innombrables difficultés si on cherchait à déplacer toute la population. On ne pourrait s'attendre que les ouvriers vendent leur maison à un prix avantageux dans une région atteinte par la crise; d'autre part, il leur serait difficile de recommencer à neuf et de s'acheter une autre maison dans une autre région.

On soutiendra peut-être que ces deux industries sont incapables de surmonter la concurrence, mais à mon avis elles sont toutes deux nécessaires à l'économie du Canada. C'est aller trop loin que d'exiger de l'ouvrier spécialisé qu'il change de travail dans une situation de ce genre. On ne peut dire que ce chômage est saisonnier, certes pas dans ma circonscription de Lanark. Vu le coût élevé